

MAI 2016

RÉPUBLIQUE DU MALI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

**PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GOUVERNANCE ET LA
 DÉCENTRALISATION BUDGÉTAIRE (PAT)**

RAPPORT D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET "PAT"
(PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015)

FINANCEMENT: CREDIT IDA

VERSION DEFINITIVE

SOMMAIRE

I. CONTEXTE GENERAL DE LA MISSION	3
1.1. PRÉSENTATION DU PROJET	4
1-2 LES BENEFICIAIRES DU PROJET	6
1.2. CADRE INSTITUTIONNEL	6
1.3. FINANCEMENT	7
II. ÉTENDUE DES TRAVAUX	8
2.1. LE CONTRÔLE INTERNE	9
2.2. LE CONTRÔLE DES DÉPENSES ET DES ÉTATS CERTIFIÉS DES DÉPENSES OU RAPPORTS SUIVI FINANCIERS	9
III. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES	11
3.1. CADRE COMPTABLE	12
3.2. PRINCIPES COMPTABLES	12
3.3. ÉTATS FINANCIERS	12
3.4. UNITÉ MONÉTAIRE	12
3.5. ÉVALUATION	12
IV. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS.....	13
4.1. OBSERVATION	15
4.1.1. AVANCES NON JUSTIFIÉES	15
4.2. OPINION	15
V. COMPTE RENDU DES VÉRIFICATIONS EXIGÉES PAR NOS TERMES DE RÉFÉRENCES OU PAR LA BANQUE MONDIALE.....	16
5.1. ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES.....	17
5.2. RESPECT DU SYSTÈME COMPTABLE OHADA	17
5.3. CONTROLES SUR LA PASSATION DES MARCHES	18
5.4. PROTECTION ET PROPRIÉTÉ DES ACTIFS	18
5.5. RECETTES DES DAO ET LES INTERETS CREDITEURS.....	19
5.6. FRAUDE ET CORRUPTION	19
5.7. RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS	19
5.8. GESTION DES RISQUES D'AUDIT	20
ANNEXES.....	21
ANNEXE I : AVANCES NON JUSTIFIEES.....	22
ANNEXE II: ÉTATS FINANCIERS	28
ANNEXE III. LETTRE D’AFFIRMATION.....	29

I. CONTEXTE GENERAL DE LA MISSION

1.1. PRÉSENTATION DU PROJET

Le Gouvernement de la République du Mali a reçu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) en vue de financer les activités du Projet d'Assistance Technique pour la gouvernance et la décentralisation budgétaire (PAT).

Le PAT est un projet dont l'objectif global consiste à renforcer la gouvernance et la gestion des finances publiques dans le contexte de la décentralisation. Les activités qui concourent à l'atteinte de cet objectif sont mises en œuvre à travers quatre composantes:

COMPOSANTE A : RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES AUX NIVEAUX DECENTRALISES

Cette composante est répartie entre quatre (4) sous composantes qui sont:

- MOBILISATION ET CRITERES D'ALLOCATION DES RESSOURCES

Cette sous composante vise à apporter un appui pour contribuer à la formulation d'un cadre d'imposition local compatible avec le cadre budgétaire général de l'État, renforcer les capacités d'exécution, notamment par le biais d'activités de formation.

- PREPARATION ET SUIVI DU BUDGET

Cette sous composante vise à apporter un appui pour renforcer la capacité de générer et utiliser l'information financière visant à améliorer la prise de décisions en matière budgétaire au niveau décentralisé, y compris l'identification des ressources devant être transférés aux collectivités territoriales (CT), renforcer les liens entre les budgets à tous les niveaux, améliorer la capacité de prévision et de préparation des directives sur le suivi et l'évaluation.

- PASSATION DE MARCHE

Cette sous composante vise à apporter un appui pour renforcer le cadre réglementaire de la passation des marchés conformément aux directives sous régionales, diffuser les textes de loi, les réglementations et les directives relatives à la passation des marchés, et renforcer les capacités pour assurer une exécution efficace, y compris par le biais de l'adoption d'outils de TI et de la formation des fonctionnaires à l'utilisation de ces outils.

- COMPTABILITE ET CONTROLE INTERNE

Cette sous composante vise à apporter un appui pour renforcer la comptabilité et le contrôle interne en étendant l'emploi d'un système de comptabilité en partie double à toutes les recettes, perceptions, en adoptant de nouveaux outils de TI et en formant les fonctionnaires, et en mettant en place le cadre de contrôle interne pour les entités administratives au niveau déconcentré.

COMPOSANTE B : MISE A L'ESSAI DE NOUVEAUX INSTRUMENTS DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EDUCATION DE BASE ET DE LA SANTE

Cette composante est répartie entre deux (2) sous composantes qui sont:

PILOTE EDUCATION

Cette sous composante vise à apporter un appui pour préparer et conduire la mise en œuvre de critères d'allocation territoriale des ressources dans le secteur de l'éducation aux CT, y compris la préparation des directives pour la supervision des projets d'éducation, la formulation et la mise en application d'un système participatif de suivi et d'évaluation, ainsi que l'introduction des enquêtes de suivi des dépenses publiques et les enquêtes auprès des bénéficiaires comme outils de gestion.

PILOTE SANTE

Cette sous composante vise à apporter un appui pour mettre en œuvre à titre expérimentale des critères d'allocation territoriale des ressources dans le secteur de la santé aux CT et aux prestataires de services de certaines régions, la préparation de directives pour la gestion des centres de santé publics et communautaires et l'introduction des enquêtes de suivi des dépenses publiques et enquêtes auprès des bénéficiaires comme outils de gestion.

COMPOSANTE C : CONTROLE EXTERNE ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Cette composante est répartie entre deux (2) sous composantes qui sont:

VERIFICATION EXTERNE DES COMPTES

Cette sous composante vise à apporter un appui au renforcement des capacités de contrôle fiduciaire aux niveaux central et décentralisé à travers une assistance technique pour accompagner la transition institutionnelle de la Section des comptes de la Cour suprême à la Cour des comptes, la rédaction d'un code d'éthique pour les magistrats financiers, la formation des nouveaux auditeurs chargés de l'audit des comptes publics et le renforcement d'un cadre pour la réalisation des contrôles externes au niveau décentralisé.

PARTICIPATION DES COMMUNAUTES

Cette sous composante vise à apporter un appui pour établir un cadre pour une participation efficace des principaux intervenants (y compris les femmes et les jeunes) dans le suivi et l'évaluation de l'allocation et l'utilisation des ressources publiques, développement des «Budgets Citoyen », création et mise en œuvre d'un mécanisme pour la collecte et le traitement des données financières afin d'informer les comités de surveillance communautaires et la délivrance de formation sur l'utilisation de ce mécanisme.

COMPOSANTE D : EXECUTION ET COORDINATION DU PROJET

Cette sous composante vise à apporter un appui à l'exécution, à la coordination, au suivi et à l'évaluation du Projet.

Les composantes ont été sélectionnées à partir du second Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP II), lequel prend en compte leur caractère critique aussi bien que leurs liens avec l'appui apporté à travers différentes opérations de politique de développement du pays.

1-2 LES BENEFICIAIRES DU PROJET

La cible primaire du projet est constituée par les fonctionnaires régionaux et locaux, les responsables élus et les représentants de la société civile. Mais, les fonctionnaires de l'État central bénéficieront aussi des activités du projet, pour assurer une bonne coordination et une complémentarité entre les niveaux central et décentralisé.

Le point d'entrée des interventions est le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Les autres bénéficiaires des activités du projet sont :

- le Ministère de l'Administration des collectivités territoriales et locales (MATCL) ;
- le Ministère du Logement, des Affaires foncières et du Développement urbain (MLAFU) ;
- l'Autorité de régulation des marchés et des délégations de services publics (ARMDS) ;
- la Section des comptes de la Cour suprême (SCCS) ;
- le Ministère de l'Éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales (MEALN) ;
- le Ministère de la Santé (MS) ;
- le Conseil national de la société civile (CNSC),

1.2. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Bénéficiaire maintient, tout au long de la mise en œuvre du projet, un comité de pilotage, comprenant des représentants de haut niveau des ministères concernés et des entités impliquées dans la mise en œuvre du projet, avec des termes de référence, une composition et des ressources satisfaisants pour l'Association, qui doit, entre autres fonctions, être responsable de fournir une orientation stratégique globale pour le projet, valider les plans de travail annuels et des budgets liés au projet.

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) est chargé, entre autres :

- a) de la gestion financière courante du Projet dans son ensemble, et notamment des audits et de la gestion du Compte Désigné ;
- b) de la supervision de toutes les questions techniques, administratives financières et sociales liées à l'exécution du Projet ;
- c) du suivi et de l'évaluation des activités du Projet et de la préparation de rapports de synthèse sur l'état d'avancement du Projet ;
- d) de l'exécution des activités de passation des marchés dans le cadre du Projet.

À cet effet, le bénéficiaire doit maintenir tout au long de la mise en œuvre du projet :

- (a) une unité de coordination du suivi technique du projet et
- (b) une unité pour la gestion fiduciaire du projet, tous les deux se trouvant au sein du MEF, avec les termes de référence, une composition et des ressources satisfaisants pour l'Association.

1.3. FINANCEMENT

Le projet est financé par un Crédit d'Assistance technique (AT) d'un montant de 7,7 millions de DTS. L'objectif essentiel de l'opération est de développer la capacité de services directement concernés par la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des réformes qui promeuvent le développement économique et social. Le crédit du PAT compléterait et prolongerait le soutien fourni par la seconde série des Crédits de soutien à la réduction de la pauvreté (CSRP-3 à CSRP-5) en soutenant des tâches spécifiques relatives à la préparation ou à l'exécution des actions et réformes soutenues par cette série. L'IDA finance 100 % des coûts directs liés au projet.

L'audit externe annuel des états financiers du Projet demeure un maillon important du dispositif de suivi évaluation et du reporting du Projet, comme notifié dans l'accord de financement. C'est pourquoi, il est prévu des missions d'audit des comptes du projet sur toute la durée de mise en œuvre.

La présente mission s'inscrit dans ce contexte.

II. ÉTENDUE DES TRAVAUX

Pour mener à bien cette mission, nous avons utilisé les diligences que nous avons jugées nécessaires. Ces travaux peuvent être regroupés en deux parties :

- Le contrôle interne ;
- La révision des comptes.

2.1. LE CONTRÔLE INTERNE

Nous avons analysé et testé les procédures de traitement des informations financières pour nous assurer que les actifs du projet sont suffisamment protégés. Ces tests nous ont permis de vérifier les procédures d'établissement des Demandes de Remboursement de Fonds et l'application du manuel des procédures administratives et financières.

Les résultats de nos travaux sont résumés dans le rapport complémentaire sur le contrôle interne.

2.2. LE CONTRÔLE DES DÉPENSES ET DES ÉTATS CERTIFIÉS DES DÉPENSES OU RAPPORTS SUIVI FINANCIERS

L'objectif que nous avons recherché à ce niveau est de nous assurer de la justification de chaque opération contenue dans les Demandes de Remboursements de Fonds (DRF) et les états financiers.

Nous avons procédé par sondage à la revue des pièces justificatives soumises à notre appréciation.

Ainsi, nos travaux ont consisté à vérifier que :

- les états certifiés de dépenses (ECD) ont été préparés selon les prévisions de l'accord de crédit,
- les dépenses ont été faites entièrement et nécessairement aux fins de réaliser les objectifs du projet,
- les ECD sont étayés de pièces justificatives,
- les ECD peuvent être considérés comme documents fiables et exhaustifs capables de supporter les demandes de retrait de fonds,
- les dépenses effectuées sont cohérentes par rapport au budget accepté par les différentes instances,
- les soldes des comptes de trésorerie sont exacts,
- les états de rapprochement bancaires et les états d'inventaire de caisse sont disponibles,
- le solde de chaque compte est justifié et correctement évalué conformément aux principes comptables généralement admis.

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques exigées par nos termes de référence ou par la Banque Mondiale.

Ainsi, nous avons accordé une attention particulière aux normes ISA 240, 260 et 330 dans la mise en œuvre de nos diligences. Ces normes sont résumées comme suit :

- a) ***Fraude et Corruption*** : Conformément à la norme **ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes)**, l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- b) ***Lois et Règlements*** : En élaborant l'approche d'audit et en exécutant les procédures d'audit, l'auditeur devra évaluer la conformité de l'Unité de Coordination du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme **ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires)**.
- c) ***Gouvernance*** : La communication avec les responsables du Projet en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme **ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance)**.
- d) ***Risques*** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme **ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques)**.

Les résultats de nos travaux sont présentés dans les pages qui suivent.

III. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

3.1. CADRE COMPTABLE

Le plan comptable utilisé est le SYSCOA. La présentation des états financiers obéit aux spécificités des projets. Le logiciel comptable utilisé est le TOMPRO.

3.2. PRINCIPES COMPTABLES

La comptabilité du projet est une comptabilité d'engagement. Ce qui amène à comptabiliser les opérations dès leur naissance et non au moment de leur paiement.

Les principes comptables retenus tiennent compte du fait que le PAT n'est pas générateur de revenu.

Les opérations sont enregistrées selon le principe de la partie double et dans le respect des clauses contenues dans l'Accord de crédit.

Les immobilisations font l'objet d'amortissement et d'inventaire physique à la clôture de l'exercice.

Les ressources mobilisées auprès de l'IDA sont enregistrées dans les comptes de subvention d'investissement.

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement sont transférées en charges immobilisées et ne font pas l'objet d'amortissement.

Les dépenses sont présentées par composantes.

3.3. ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers comprennent le tableau des emplois et des ressources, le bilan, l'état des transactions du compte désigné, la liste des actifs immobilisés acquis ou achetés sur les fonds du projet et les notes sur les états financiers.

3.4. UNITÉ MONÉTAIRE

La comptabilité est tenue en francs de la Communauté Financière Africaine (FCFA).

3.5. ÉVALUATION

Les états financiers ont été présentés selon le principe du coût historique.

IV. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DES FINANCES ET
DU MATERIEL DU MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES(MEF)
BAMAKO
MALI**

Audit comptable et financier du PAT de l'exercice 2015.

Monsieur le Directeur,

Nous avons vérifié les états financiers de l'exercice clos le 31 Décembre 2015 ci-inclus, qui comprennent :

- a) Un état des ressources (fonds reçus de la Banque mondiale, fonds de contribution de l'Etat, etc.) et des emplois (dépenses engagées au cours de l'exercice considérée),
- b) Un état des transactions du Compte Désigné,
- c) Une situation patrimoniale indiquant les fonds cumulés du projet, les soldes bancaires, les autres actifs et passifs du projet et les engagements, le cas échéant ;
- d) Les notes sur les états financiers reprenant les principes comptables utilisés et présentant une analyse détaillée et expliquée des principaux comptes ;
- e) La liste des actifs immobilisés acquis ou achetés sur les fonds du Projet.

Ces états financiers sont élaborés sous la responsabilité de la Direction des Finances et du Matériel du MEF. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nos travaux ont été réalisés conformément aux Normes Internationales d'Audit établies par le Conseil des Normes Internationales d'Audit et d'Assurance de la Fédération Internationale des Experts- Comptables.

Ces normes stipulent que nous devons programmer et effectuer notre audit de manière à déterminer, avec un degré de certitude raisonnable, que les états financiers ne comportent aucune erreur significative.

L'audit consiste à procéder à un examen par sondage de documents justifiant les montants et informations figurant dans les états financiers, et à évaluer les principes comptables utilisés et les estimations importantes faites par la Direction, ainsi que la présentation générale des états financiers.

Nous sommes d'avis que notre audit fournit une base raisonnable à notre opinion. La politique de la Direction des Finances et du Matériel du MEF est d'élaborer les états ci-joints sur la base des ressources et dépenses effectives conformément aux Normes Comptables OHADA. Sur cette base, les encaissements sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus et les dépenses sont comptabilisées lorsqu'elles sont payées.

4.1. OBSERVATION

4.1.1. AVANCES NON JUSTIFIÉES

Pour la réalisation des missions et formations entrant dans le cadre des activités du projet, l'UCP a accordé des avances de fonds à certains partenaires d'exécution. Le solde de ces avances est de F CFA 112 476 320 au 31 décembre 2015. Une grande partie de ces avances n'a toujours pas été justifiée à la date du présent rapport soit plus de quatre mois après la date de leur octroi. Elles s'élèvent à F CFA 43 308 294.

Le détail est présenté en annexe 1.

La coordination du projet devrait prendre des dispositions nécessaires pour obtenir la justification de ces avances dans les meilleurs délais ou leur remboursement si elles ne sont pas utilisées.

4.2. OPINION

À notre avis, sous réserve de l'observation évoquée ci-dessus, les états financiers faisant apparaître :

- | | |
|-----------------------------------|---------------------------|
| • Un total des ressources de | FCFA 3 480 130 001 |
| • Un total des emplois de | FCFA 736 208 364 |
| • Et un excédent de trésorerie de | F CFA 303 689 697 |

ont été préparés en accord avec les principes comptables admis et donnent une image fidèle de la situation financière du projet à la date du 31 Décembre 2015 ainsi que les ressources et dépenses à cette date.

Bamako, le 31 mai 2015

Harouna DRAME

 Directeur Associé
 Expert Comptable Diplômé
 Commissaire aux Comptes
 Inscrit au Tableau de l'Ordre



Sekou DIARRA

 Associé Gérant
 Expert Comptable Diplômé
 Commissaire aux comptes
 Inscrit au Tableau de l'Ordre



**V. COMPTE RENDU DES VÉRIFICATIONS EXIGÉES PAR NOS TERMES
DE RÉFÉRENCES OU PAR LA BANQUE MONDIALE**

**MONSIEUR LE DIRECTEUR DES FINANCES ET
DU MATERIEL DU MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES (MEF)
BAMAHO
MALI**

Vérifications spécifiques

Monsieur le Directeur,

Le point IV des termes de références de notre mission prévoit quelques investigations spécifiques à conduire par nos soins dans le cadre de notre mission.

Ces investigations entrent dans le cadre de l'audit et sont détaillées à travers les paragraphes suivants.

5.1. ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES

Il est demandé que l'auditeur s'assure que les acquisitions des biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, fondés sur les procédures de passation de marché de la Banque Mondiale et ont été proprement enregistrés dans les livres comptables

Nous avons procédé aux vérifications appropriées. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives à ce niveau.

5.2. RESPECT DU SYSTEME COMPTABLE OHADA

Il est demandé à ce niveau de vérifier que les comptes du PAT ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable OHADA. Les vérifications ont été menées en rapport avec les exigences de la norme comptable qui peuvent être exigées du PAT.

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur ce point.

5.3. CONTROLES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Il est demandé à ce niveau que les contrôles sur la passation des marchés portent entre autres sur les documents de passation et d'exécution des contrats/marchés. Il s'agit notamment de :

- l'existence de plan de passation des marchés approuvés et les preuves y afférent ;
- les rapports de manifestation d'intérêt, les termes de références, les lettres d'invitation pour les consultants individuels, les demandes de propositions, et les dossiers d'appel d'offres, les propositions/offres des soumissionnaires, les rapports de comparaison de CV/ d'évaluation des propositions/ d'évaluations des offres, les projets des contrats et les PV de négociations et les contrats/marchés signés,
- l'approbation par les personnes autorisées aux différentes étapes du processus de passation des marchés,
- le respect des méthodes de passations approuvées dans le plan de passation de marché et les méthodes utilisées pour les contrats signés ;
- les rapports déposés par les consultants, les attestations des services faits, les PV de réception des fournitures et travaux.

Nous avons procédé aux vérifications appropriées. Nous avons relevé les insuffisances suivantes au niveau de la DFM-MEF:

- ✓ La preuve d'information des fournisseurs retenus et ceux non retenus à l'issu du processus de passation des marchés, n'est pas disponible dans les dossiers.
- ✓ Dans certaines boîtes d'archivage, les procès-verbaux (PV) de réception ou bordereau de livraison, les factures et les mandatements ne sont pas classés.

Des dispositions nécessaires doivent être prises par cette structure pour pallier ces insuffisances.

5.4. PROTECTION ET PROPRIÉTÉ DES ACTIFS

A ce niveau, nous avons comme but de vérifier que les actifs immobilisés du PAT sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du PAT sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement.

Nous avons procédé aux vérifications appropriées. Nous avons relevé l'anomalie suivante :

Au 31 décembre 2015, le projet a procédé à la prise d'inventaire physique des immobilisations. Cependant, il n'a pas élargi cet inventaire aux immobilisations acquises au cours des exercices antérieurs.

Il convient de pallier cette insuffisance.

5.5. RECETTES DES DAO ET LES INTERETS CREDITEURS

A ce niveau, les contrôles ont comme but de s'assurer de la bonne évaluation et comptabilisation des recettes DAO et des intérêts créditeur.

Nous avons procédé aux vérifications appropriées. Le projet n'a pas encaissé de recettes DAO et des intérêts créditeurs au cours de l'exercice sous revue.

5.6. FRAUDE ET CORRUPTION

Les exigences en matière de fraude et de corruption sont détaillées dans la norme ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes). Nous devons identifier et évaluer les risques de fraude. Nous devons obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.

Nous avons mis en œuvre les diligences appropriées de manière à identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers provenant de fraude ou résultant d'erreur. Ainsi :

- ✓ Nous avons vérifié l'existence de procédures spécifiques de détection de fraude au sein du projet,
- ✓ Nous nous sommes entretenus avec les responsables du projet dans le cadre de la prise de connaissance des activités du projet,
- ✓ Nous avons évalué le système de contrôle interne du projet
- ✓ Nous avons vérifié la sincérité et la fiabilité des supports justificatifs qui soutiennent des opérations financières.
- ✓ Nous avons obtenu une lettre d'affirmation signée du projet.

A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas identifié de risques provenant de fraude ou résultant d'erreur susceptible de compromettre de manière significative la sincérité et la fiabilité des états financiers.

5.7. RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS

Les objectifs indiqués ici portent sur l'évaluation de la conformité de L'Unité de Coordination du Projet avec les lois et les règlements qui pourraient affecter significativement les états financiers comme requis par la norme ISA 250 (Prise en compte du risque d'anomalies dans les comptes résultant du non-respect des textes légaux et réglementaires).

Nos vérifications en la matière ont porté sur les textes nationaux et les prescriptions de l'accord de financement concernant le fonctionnement de l'Unité de Coordination du Projet: textes fiscaux et sociaux, textes en matière de passation des marchés, textes en matière de gestion comptable et financière, contenu des contrats...

Les vérifications que nous avons menées n'ont pas révélé d'anomalies significatives.

5.8. GESTION DES RISQUES D'AUDIT

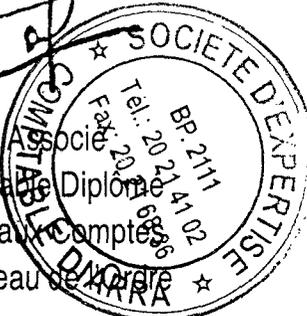
Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques).

A l'issue de notre évaluation, nous n'avons pas identifié de risques d'anomalies significatives dans les états financiers pour lesquels nous devons apporter des solutions.

Bamako, le 31 mai 2016

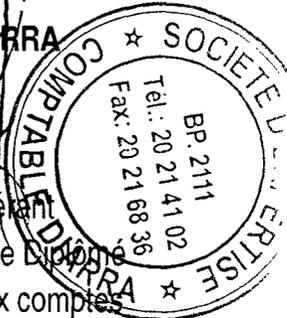
Harouna DRAME


Directeur Associé
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes
Inscrit au Tableau de l'Ordre



Sékou DIARRA


Associé Gérant
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
Inscrit au Tableau de l'Ordre



ANNEXES

- 1. AVANCES NON JUSTIFIEES**
- 2. ÉTATS FINANCIERS**
- 3. LETTRE D’AFFIRMATION**

ANNEXE I : AVANCES NON JUSTIFIEES

SEC DIARRA

Date	Libellés	Réf. Décisions	Réf. Mandats	Réf. Paiement	Montant à justifier	Montants justifiés en 2016
DFM/MEF						
29/03/2013	Avance mission Coord régions pilote(5038)	Décision N°066/MEFB/SG-DFM	2 397	Chèq N°5038	96 000	
09/04/2013	Avance régie SE, fonct&mission)(5039)	Décis° N°050/MEFB/SG-DFM	2 331	Chèq N°5039	87 975	
27/05/2013	Avance format°DRB Régi:ord/SIK(5060)	Décision N°00157/MEFB/SG-DFM	4 070	Chèq N°5060	854 396	
20/06/2013	Avance Mission Info CARFIP(5071)	Décis° N°00241/MEFB/SG-DFM	5 160	Chèq N°5071	20 000	
12/07/2013	Avance atelier CBMT(5084)	Décision N°00170/MEFB/SG-DFM	4 934	Chèq N°5084	66 145	
27/12/2013	Avance format°préparat°&exécut°budget, émiss°& recouvrement des impôts locaux, miss°supervis° coordinat°technique du PAT(5149)	Décis° N°00452,00453& 00397/MEF/SG-DFM	3502,3503&9701	Chèq N°5149	157 451	
10/02/2014	Atel élaborat° FR voy d'étude (5113)	Décision N°00650/MEF/SG-DFM	4 517	Chèq N°5113	1 480 000	
18/02/2014	Avance manuel procédure contrôle interne DNCF MProc(5123)	Décision N°00263/MF/SG-DFM	6 876	Chèq N°5123	1 560 000	
07/03/2014	Avance Voyage d'études au BENIN - CNSC(5140)	Décision N°00671/MEF/SG-DFM	11 174	Chèq N°5140	17 442	
14/03/2014	Avance préparat°&exécution budget(5141)	Décision N°00024/MEF/SG	1 402	Chèq N°5141	130 880	
14/03/2014	Format°exécut°&préparat°budget, procédure passat° marchés IDA, BAR DGB&DGMP(5142)	Décis° N°00451&00589/MEF/SG- DFM	10421&10459	Chèq N°5142	701 160	

SEC DIARRA

Date	Libellés	Réf. Décisions	Réf. Mandats	Réf. Paiement	Montant à justifier	Montants justifiés en 2016
DFM/MEF						
22/05/2014	Avance frais d'héberg.(Voyage d'ét DGMP-DSP& applicat°intégrée COLLOC DNTCP(5155)	Décis° N°00116,00117,00113&00114/MEF/SG	3602,3604,3605&3606	Chèq N°5155	1 484 303	
22/05/2014	Avance format° R/P nouveau guide DNTCP(5156)	Décision N°00121/MEF/SG	3 601	Chèq N°5156	74 500	
02/09/2014	Mission suivi évaluation Cellule PAT (5150)	Décis° N°00239,00298,00299&00300/MEF/SG	6761,6758,6759&6760	Chèq N°5150	142 726	
17/10/2014	Avance frais org. miss°préparat°visite(9233)	Décis° N°00361/MEF-SG	8 855	Chèq N°9233	331	
18/02/2015	Avance miss°&format°passat°marchés publicsARMDS(9281)	Décision N°00025/MEF-SG	1 429	Chèq N°9281	3 338 040	
15/09/2014	Format°agts CT nvelles procédures de passat° marchés ARMDS(5200)	Décis° N°00301,00302,00303,00304&00305/MEF/SG	6757,6756,6755,6754&6753	Chèq N°5200	954 730	
21/05/2015	Avance perdi&avces à just.miss°éq.pr interconnex°I&II(9309)	Décision N°00623/MEF/SG-DFM	12 820	Chèq N°9309	180 000	
29/06/2015	Avance frais liés à la format°à ORACLE(9338)	Décision N°0122/MEF/SG	4 921	Chèq N°9338	960 000	
03/07/2015	Avance perdiems groupe 1 voyage d'étudCNSC(9340)	Décis° N°00193/MEF-SG	4 927	Chèq N°9340	10 320	10 320
03/07/2015	Avance locat°salle&fourniture voyage d'étudCNSC(9340)	Décis° N°00194/MEF-SG	4 928	Chèq N°9340	5 150	5 150
03/07/2015	Avance perdiems groupe 2 voyage d'étudCNSC(9340)	Décis° N°00196/MEF-SG	4 925	Chèq N°9340	-	-
26/08/2015	Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9373)	Décis° N°00333/MEF/SG-DFM	6 867	Chèq N°9373	205 000	205 000
26/08/2015	Avance atel.format°analyse	Décis° N°00332/MEF/SG-DFM	6 868	Chèq	6 472 787	

SEC DIARRA

Date	Libellés	Réf. Décisions	Réf. Mandats	Réf. Paiement	Montant à justifier	Montants justifiés en 2016
DFM/MEF						
26/08/2015	prospective&planif.DNPD(9373) Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9373)	Décis° N°00329/MEF/SG-DFM	6 869	N°9373 Chèq N°9373	55 000	55 000
31/08/2015	Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9377)	Décision N° N°00323/MEF-SG	6 795	Chèq N°9377	4 750 000	
09/10/2015	Avance format°procédure passat°marchés IDA DGMP(9394)	Décision N°00365/MEF/SG-DFM	6 796	Chèq N°9394	2 055 300	
15/10/2015	Avance format°procédure passat°marchés IDA DGMP(9395)	Décision N°00364/MEF/SG-DFM	6 982	Chèq N°9395	1 440 000	
29/10/2015	Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9406)	Décision N°00448/MEF-SG	7 910	Chèq N°9406	4 100 000	
29/10/2015	Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9406)	Décision N°00272/MEF-SG	6 013	Chèq N°9406	6 000 000	
03/11/2015	Avance atel.format°analyse prospective&planif.DNPD(9408)	Décision N°00287/MEF-SG	8 830	Chèq N°9408	1 327 500	
03/11/2015	Avance voyage d'étude CNSC59408)	Décision N°00195/MEF-SG	4 926	Chèq N°9408	45 500	45 500
08/12/2015	Avance atelier restitut°reformes marchés publics DGMP(9420)	Décision N°00624/MEF-SG	10 892	Chèq N°9420	1 920 300	
08/12/2015	Avance atelier restitut°reformes marchés publics DGMP(9420)	Décision N°00623/MEF-SG	10 893	Chèq N°9420	1 147 000	
08/12/2015	Avance format°outils d'analyse financière des CT DNTCP(9421)	Décis° N°00491/MEF/SG	8 644	Chèq N°9421	419 000	419 000
08/12/2015	Avance format°outils d'analyse financière des CT DNTCP(9421)	Décis° N°00489/MEF/SG	8 645	Chèq N°9421	218 500	218 500
08/12/2015	Avance format°outils d'analyse financière des CT DNTCP(9421)	Décis° N°00490/MEF/SG	8 646	Chèq N°9421	585 000	585 000

SEC DIARRA

Date	Libellés	Réf. Décisions	Réf. Mandats	Réf. Paiement	Montant à justifier	Montants justifiés en 2016
DFM/MEF						
14/12/2015	Avance format°analyse prospective&planificat°stratégDNPD(9430)	Décision N°00271/MEF-SG	6 012	Chèq N°9430	1 327 500	
23/12/2015	Avance guide confect°comptes administratis des CT DNTCP(9430)	Décis° N°00676/MEF-SG	11 772	Chèq N°9440	402 726	402 726
23/12/2015	Avance guide confect°comptes administratis des CT DNTCP(9430)	Décis° N°00674/MEF-SG	11 927	Chèq N°9440	592 850	592 850
23/12/2015	Avance guide confect°comptes administratis des CT DNTCP(9430)	Décis° N°00673/MEF-SG	11 928	Chèq N°9440	90 000	90 000
	TOTAL				45 475 512	2 629 046
DFM/SANTE						
25/11/2013	Avance miss° format° transfert compét.(5120)	Décis° N°1468,1469,1470,1471,1472,1473,1474,1475,1476,1477,1478,1479&1480/MSHP-SG	4301,4302,4303,4304,4305,4306,4307,4308,4309,4310,4313,4312&4313	Chèq N°5120	379 817	
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1610/MSHP-SG	4 310	Chèq N°9439	10 970 880	10 970 880
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1613/MSHP-SG	4 311	Chèq N°9439	3 305 011	3 305 000
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1609/MSHP-SG	4 312	Chèq N°9439	9 820 800	9 820 800

SEC DIARRA

Date	Libellés	Réf. Décisions	Réf. Mandats	Réf. Paiement	Montant à justifier	Montants justifiés en 2016
DFM/MEF						
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1607/MSHP-SG	4 313	Chèq N°9439	846 000	846 000
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1612/MSHP-SG	4 314	Chèq N°9439	10 972 200	10 972 200
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décision N°1608/MSHP-SG	4 317	Chèq N°9439	10 478 520	10 478 520
22/12/2015	Avance planificat°sanitaire décentralisée,sur le manuel de facilitat°du partenariat,sur la décentralisat°Santé(9439)	Décis° N°1611/MSHP-SG	4 315	Chèq N°9439	9 632 280	9 632 280
TOTAL					56 405 508	56 025 680
DFM/MEN						
15/07/2014	Avance atelier d'élab. guide régions pilotes PAT(5179)	Décis° N°2305,2306,2304,2307& 2308/MEN-SG	2657,2658,2659,2660&2661	Chèq N°5179	667 000	
	Solde reversement 2014				- 585 000	
TOTAL					82 000	
TOTAL					101 963 020	58 654 726
Avances non justifiées					43 308 294	

ANNEXE II: ÉTATS FINANCIERS

PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUCETAIR - MALI

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

BILAN - ACTIF (1/2)

Modèle du bilan : 1

Modèle Standard - Etat exprimé en FRANCS CFA

Etat au 31/12/2015

Libellés	Note	Exercice N			Exercice N-1
		Brut	Amortissemen	Net	Net
CHARGES IMMOBILISEES		2 872 532 040		2 872 532 040	1 733 326 463
CHARGES IMMOBILISEES					
DEPENSES FONCT COMPOSANTE A		947 029 668		947 029 668	590 133 072
DEPENSES FONCT COMPOSANTE B		345 858 598		345 858 598	285 410 845
DEPENSES FONCT COMPOSANTE C		314 291 334		314 291 334	141 062 315
DEPENSES FONCT COMPOSANTE D		492 624 490		492 624 490	346 989 494
DEPENSES DE STRUCTURE		772 727 950		772 727 950	369 730 737
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		41 536 000	40 730 580	805 420	20 178 086
LOGICIELS		41 536 000	40 730 580	805 420	20 178 086
AUTRES IMMOBILISATIONS					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 194 329 540	731 997 370	462 332 170	767 147 717
INVESTISSEMENTS DES					
CONSTRUCTIONS & TRAVAUX		390 485 660	140 072 784	250 412 876	350 855 486
MATERIELS		662 694 695	500 973 638	161 721 057	354 309 057
MATERIELS DE TRANSPORTS		141 149 185	90 950 948	50 198 237	61 983 174
AVANCES SUR IMMOBILISATION					
AVANCE/IMMON. INCORPORELLES					
AVANCE/IMMOB. CORPORELLES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
PRET AU PERSONNEL					
DEPOT ET CAUTIONNEMENT VERSES					
AUTRES IMMO. FINANCIERES					
ACTIF CIRCULANT		3 152 284 724		3 152 284 724	2 094 814 776
FOURNISSEURS DEBITEURS		3 003		3 003	3 003
AUTRES CREANCES		3 152 281 721		3 152 281 721	2 094 811 773
TRESORERIE		303 689 697		303 689 697	395 849 181
BANQUES		303 689 697		303 689 697	395 849 181
CAISSES					
VIREMENT DE FONDS					
TOTAL ACTIF		7 564 372 001	772 727 950	6 791 644 051	5 011 316 223

PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUDGETAIRE - MALI

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

BILAN - PASSIF (2/2)

Modèle du bilan : 1

Modèle Standard - Etat exprimé en FRANCS CFA

Etat au 31/12/2015

Libellés	Note	Exercice N	Exercice N-1
RESSOURCES & COMPTES ASSIMILES		3 480 130 001	2 490 102 819
AVANCES INITIALES		500 000 000	500 000 000
DOTATION DE L'ETAT			
IDA DPD MOBILISEES			
REPORT A NOUVEAU			
RESULTAT DE L'EXERCICE			
DRF MOBILISES IDA		2 980 130 001	1 990 102 819
DPD MOBILISES IDA			
DETTES FINANCIERES & ASSIMILEES			
PASSIF CIRCULANT		3 311 514 050	2 521 213 404
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES ASSIMILES		234 576 247	398 484 698
DETTES SOCIALES & FISCALES		37 132 402	72 950 487
AUTRES DETTES		3 039 805 401	2 049 778 219
TRESORERIE PASSIF			
DECOUVERT BANCAIRE			
TOTAL PASSIF		6 791 644 051	5 011 316 223



PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUDGETAIR - MALI

Exercice 2015

COMPTE DE RESULTAT (1/2)

Modèle Compte de Résultat : 1

Etat exprimé en FRANCS CFA

Etat au 31/12/2015

CHARGES	EXERCICE N	Exercice N-1
CHARGES ORDINAIRES	1 139 205 577	842 295 828
DEPENSES DES COMPOSANTES	590 573 368	456 874 973
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	44 798 007	30 672 219
TRANSPORTS	2 616 400	
SERVICES EXTERIEURS A	2 827 725	1 054 600
SERVICES EXTERIEURS B	58 051 064	44 706 130
IMPOTS & TAXES	9 675 860	9 267 728
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
CHARGES DU PERSONNEL	27 665 940	31 208 631
CHARGES FINANCIERES		
DOTATION AUX AMORT IMMO INCORP		
DOTATION AUX AMORT IMMO CORP	402 997 213	268 511 547
CHARGES HORS ACTIVITES ORDINAIRES		
VCN DES IMMOBILISATIONS		
AUTRES CHARGES H.A.O		
TOTAL	1 139 205 577	842 295 828

PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUGEТАIR - MALI

Exercice 2015

COMPTE DE RESULTAT (2/2)

Modèle Compte de Résultat : 1

Etat exprimé en FRANCS CFA

Etat au 31/12/2015

PRODUITS	EXERCICE N	Exercice N-1
PRODUITS ORDINAIRES	1 139 205 577	842 295 828
IDA SUBVENTION D'EXPLOITATION		
ETAT SUBVENTION D'EXPLOITATION		
AUTRES PRODUITS		
PRODUITS FINANCIERS		
TRANSFERT DE CHARGES	1 139 205 577	842 295 828
PRODUITS HORS ACTIVITES ORDINAIRES		
PRODUITS DE CESSION D'IMMOBILISATION		
AUTRES PRODUITS H.A.O		
TOTAL	1 139 205 577	842 295 828



PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUDGETAIR - MALI

Sources et utilisations des fonds (Modèle I)

Année finissant le 31/12/2015

FRANCS CFA

Page 1/2

	Année		Cumulatif	Prévisions 6 mois à venir
TRESORERIE A L'OUVERTURE				
IDA COMPTE SPECIAL				
COMPTE SPECIAL IDA BIM	395 849 181			
AUTRES BANQUES				
CAISSE MENUES DEPENSES				
RESSOURCES				
IDA AVANCE INITIALE			500 000 000	
IDA DRF MOBILISEES	990 027 182		2 980 130 001	
IDA DPD MOBILISEES				
ETAT DOTATION RECUE				
AUTRES RESSOURCES				
Sous-total		990 027 182	3 480 130 001	
Financement total		990 027 182	3 480 130 001	
DEPENSE PAR COMPOSANTE				
COMPOSANTE A	619 072 974		1 707 101 369	
COMPOSANTE B	134 634 113		456 209 378	
COMPOSANTE C	99 339 625		328 890 541	
COMPOSANTE D	161 697 188		571 762 696	
AVANCE A JUSTIFIER	67 442 766		112 476 320	
Sous-total		1 082 186 666	3 176 440 304	
Total des dépenses		1 082 186 666	3 176 440 304	
Encaissements moins dépenses		-92 159 484	303 689 697	
Evolution nette de l'encaisse		-92 159 484	303 689 697	
Solde d'ouverture de l'encaisse				303 689 697
Total de l'encaisse d'ouverture		395 849 181		
Encaisse nette disponible		303 689 697	303 689 697	303 689 697
Soldes de clôture de l'encaisse				
IDA COMPTE SPECIAL				
COMPTE SPECIAL IDA BIM	303 689 697		303 689 697	
AUTRES BANQUES				

PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUGETAIR - MALI

Sources et utilisations des fonds (Modèle I)

Année finissant le 31/12/2015

FRANCS CFA

Page 2/2

	Année	Cumulatif	Prévisions 6 mois à venir
CAISSE MENUES DEPENSES			
Solde total de clôture de l'encaisse	303 689 697	303 689 697	303 689 697



PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUDGETAIR - MALI

Sources et utilisations des fonds (Modèle I)

Année finissant le 31/12/2015

FRANCS CFA

Page 1/2

	Année		Cumulatif		Prévisions 6 mois à venir
TRESORERIE A L'OUVERTURE					
IDA COMPTE SPECIAL					
COMPTE SPECIAL IDA BIM	395 849 181				
AUTRES BANQUES					
CAISSE MENUES DEPENSES					
RESSOURCES					
IDA AVANCE INITIALE			500 000 000		
IDA DRF MOBILISEES	990 027 182		2 980 130 001		
IDA DPD MOBILISEES					
ETAT DOTATION RECUE					
AUTRES RESSOURCES					
Sous-total		990 027 182		3 480 130 001	
Financement total		990 027 182		3 480 130 001	
DEPENSE PAR CATEGORIE					
FOURNITURE	422 453 910		1 280 811 282		
SERVICES DES CONSULTANTS	279 561 619		733 812 295		
FORMATION	206 579 610		607 081 152		
CHARGES D'EXPLOITATION	106 148 761		442 259 255		
AVANCE A JUSTIFIER	67 442 766		112 476 320		
Sous-total		1 082 186 666		3 176 440 304	
Total des dépenses		1 082 186 666		3 176 440 304	
Encaissements moins dépenses		-92 159 484		303 689 697	
Evolution nette de l'encaisse		-92 159 484		303 689 697	
Solde d'ouverture de l'encaisse					303 689 697
Total de l'encaisse d'ouverture		395 849 181			
Encaisse nette disponible		303 689 697		303 689 697	303 689 697
Soldes de clôture de l'encaisse					
IDA COMPTE SPECIAL					
COMPTE SPECIAL IDA BIM	303 689 697		303 689 697		
AUTRES BANQUES					

PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUDGETAIR - MALI

Sources et utilisations des fonds (Modèle I)

Année finissant le 31/12/2015

FRANCS CFA

Page 2/2

	Année	Cumulatif	Prévisions 6 mois à venir
CAISSE MENUES DEPENSES			
Solde total de clôture de l'encaisse	303 689 697	303 689 697	303 689 697



NOTE SUR LES ETATS FINANCIERS 2014

I. LE BILAN

A – ACTIF

Charges Immobilisées

Le projet étant une structure non génératrice de revenus, le résultat comptable est neutralisé. Les dépenses de fonctionnement effectuées sur le compte sont enregistrées par nature dans les comptes de charges appropriées au cours de l'exercice.

En fin d'exercice, pour une meilleure lisibilité des états financiers nous immobilisons les charges par le biais du compte « transfert de charge ».

TOTAL = 2 872 532 040

B – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

a) Immobilisation incorporelles :

Il s'agit de l'acquisition des logiciels :

TOTAL = 41 536 000

b) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont :

- Construction & Travaux (réseau d'installation)	= 390 485 660
- Matériels (bureau, informatiques et mobiliers)	= 662 694 695
- Matériels de transport	= 141 149 185

TOTAL = 1 194 329 540

C – ACTIF CIRCULANT :

Ce poste contient les fournisseurs débiteurs et autres créances notamment le solde débiteur des comptes suivants :

- Solde débit fournisseurs	= 3 003
- Solde débit DRF émise	= 3 039 805 401
- Solde débit avances à justifier	= 112 476 320

TOTAL = 3 152 284 724

D- TRESORERIE

Il s'agit du solde du compte spécial à la BIM SA au 31/12/2015

- Compte spécial IDA/CREDIT.....= 303 689 697

TOTAL = 303 689 697

E- AMORTISSEMENT

L'amortissement au 31 décembre 2015..... = 772 727 950

TOTAL GENERAL ACTIF (A+B+C+D-E)..... = 6 791 644 051

B. PASSIF :

A- CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES :

Ce poste contient l'avance initiale versée par le bailleur (IDA) et les demandes de retrait de fonds mobilisées au cours de l'exercice sous revue.

- Avance initiale IDA/CREDIT.....= 500 000 000
- DRF Mobilisées IDA/CREDIT.....= 2 980 130 001

TOTAL = 3 480 130 001

B- PASSIF CIRCULANT :

Ce poste prend en compte les autres dettes, les dettes fournisseurs, sociales et fiscales.

- Dettes fournisseurs & comptes assimilés :

* Fournisseurs : (2 240 000 + 2 845 500 + 69 000 + 34 150 + 6 120 000 + 397 878 + 2 136 435 + 190 000 + 22 000 000 + 10 575 000 + 69 942 + 390 000 + 1 472 500 + 475 000 + 2 705 844 + 5 193 000 + 1 143 900) - 3 003 = 58 055 146

* Consultants Nationaux : 15 350 000 + 59 200 000 + 3 400 000 + 54 827 339 + 20 887 500 + 10 169 492..... = 163 834 331

* Consultants Internationaux : 3 330 825 + 8 646 483..... = 11 977 308

* Retenue de garantie : = 706 459

-Dettes sociales & fiscales..... = 37 132 402

- Autres dettes (Solde crédit de la DRF à recevoir) = 3 039 805 401

TOTAL = 3 311 514 050

TOTAL GENERAL PASSIF (A+B)..... = 6 791 644 051

II – LE COMPTE DE RESULTAT

A – LES CHARGES :

Elles sont constituées des dépenses de fonctionnement des composantes du Projet et la dotation aux amortissements :

- Dépenses des composantes.....= 590 573 368
- Achats et variation de stocks.....= 44 798 007
- Transport.....= 2 616 400
- Services Extérieurs A.....= 2 827 725
- Services Extérieurs B.....= 58 051 064
- Impôt et Taxes.....= 9 675 860
- Charge du Personnel.....= 27 665 940
- Dotation aux amortissements.....= 402 997 213

TOTAL DES CHARGES	=	1 139 205 577
-------------------------	---	---------------

TOTAL HORS ACTIVITES ORDINAIRE	=	0
--------------------------------	---	---

TOTAL GENERAL DES CHARGE.....	=	1 139 205 577
-------------------------------	---	---------------

B- LES PRODUITS :

Les produits sont constitués au cours de l'année 2015 des transferts de charges vers l'actif immobilisé en vue de neutraliser le résultat de l'exercice:

- Transfert de Charges.....= 1 139 205 577

TOTAL DES PRODUITS	=	1 139 205 577
--------------------------	---	---------------



Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
213000	0111001	Logiciels TOMPRO Acquisit° logiciels TOMPRO	01	201	D101	1111	16/12/2011	MI/LOG/0001/2011/PAT	BCO	8 260 000	01
	0113001	Logiciels TOMPRO	01	201	D101	1111	06/12/2013	LT/LOG.TOM-0113001/2013	BDFM	2 596 000	01
	0113002	Fournit.logiciel pour la SCCS	01	701	C105	1310	07/12/2013	MI/LOG-TOMPRO/0113002/	SCCS	30 680 000	01
	xxxxx	Total du comote 213000								41 536 000	
234000	0113001	Installations techniques Groupe électrogène 150 KVA	01	207	A304	1118	24/07/2013	MB/GROUP-ELECT/0113001	DGMP	29 736 000	01
	0114001	Equip.intercon.(radio,serveur,ond..	01	207	A304	1118	29/12/2014	MI/EQUIP-INTERCON/0114001	DGMP	189 409 470	01
	0114002	Acquisit°&instal.réseau informatiq.	01	205	A405	1118	29/12/2014	MI/INSTAL-RESEAU/0114002	DNTCP	146 565 440	01
	0115001	Acquisit°équipem.kits solaires	01	501	B106	1116	06/08/2015	MS/K-SOL/0115001/2015	CADD/E	24 774 750	01
	xxxxx	Total du comote 234000								390 485 660	
244100	0112001	Matériel de bureau Photocopieur HP canon 2318	01	201	D101	1114	15/03/2012	MB/PHOTOCOP/0112001/2012	CARFIP	855 500	01
	0112002	Réfrigérateur mini format	01	201	D101	1114	13/03/2012	MAT-BUR/REF MIN F/0112002	BSGF	194 700	01
	0112003	Réfrigérateur mini format	01	201	D101	1114	13/03/2012	MAT-BUR/REF MIN F/0112003	BSPM	194 700	01
	0112004	Réfrigérateur mini format	01	202	D101	1114	13/03/2012	MAT-BUR/REF MIN F/0112004	BSSE	194 700	01
	0112005	Copieur IR 2318	01	201	D101	1114	15/06/2012	MB/COP-IR2318/0112005/2012	CARFIP	914 500	01
	0112006	Support copieur canon 2318	01	202	D101	1114	07/09/2012	MB/SUP-COP/0112006/2012	BSGF	153 400	01
	0112007	Support copieur canon 2318	01	202	D101	1114	07/09/2012	MB/SUP/COP/0112007/2012	BSPM	153 400	01
	0112008	Photocopieur Canon IR2520	01	203	A101	1114	13/02/2013	MB/PHOTO-CANON/0112008	DGI	1 416 000	01
	0112009	Photocopieuse	01	501	B106	1114	13/02/2013	MB/PHOTO/0112009/2012	CADD/E	3 068 000	01
	0112010	Stabilisateur	01	501	B106	1114	13/02/2013	MB/STABILIS/0112010/2012	CADD/E	69 030	01
	0112016	Photocopieur GF Kyocera	01	203	A101	1114	13/02/2013	MB/PHOTO-GF-KYOC/0112016	DGI	5 740 000	01
	0113001	Appareil Photo Numérique	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/AP:NUM/0113001	DGMP	810 000	01
	0113002	Photocopieur	01	301	A109	1114	24/12/2013	MB/PHOTOCOP/0113002/2013	DNDC	14 160 000	01
	0113003	Scanner	01	801	C202	2210	07/03/2013	MB/SCAN/0113003/2013	CNSC	283 200	01
	0113005	Vidéo projecteur	01	801	C202	2210	07/03/2013	MB/VIDEO-PROJ/0113005/2013	CNSC	1 003 000	01
	0113006	Photocopieuse	01	801	C202	2210	07/03/2013	MB/PHOTOCOP/0113006/2013	CNSC	4 720 000	01
0113007	Ecran de projection	01	801	C202	2210	07/03/2013	MB/ECRAN-PROJ/0113007/2013	CNSC	448 400	01	

Inventaire au 31/12/2015

Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
	0113008	Appareil relieur	01	801	C202	2210	07/03/2013	MB/APPAR-RELIU/0113008/	CNSC	141 600	01
	0114001	Photocopieurs multifonctions laser	01	202	D101	1114	29/05/2014	MB/PHOTOCOP/0114001/20	CARFIP	649 000	01
	0114002	Appareil photo numérique Samsung	01	202	D101	1114	29/05/2014	MB/APP-PHOTO/0114002/20	CARFIP	141 600	01
	0114003	Appareils de reliure perf relieur	01	207	A304	1114	29/05/2014	MB/APP-RELIURE/0114003/	DGMP	259 600	01
	0114004	Photocopieur impression noir&blanc	01	204	A201	1114	29/05/2014	MB/PHOTOCOP-IMPRES/011	DGB	678 500	01
	0114005	Réfrigérateurs	01	204	A201	1114	29/05/2014	MB/REFRIGERAT/0114005/	DGB	743 400	01
	0114006	Scanners SCANNER HP SCANJET	01	204	A201	1114	29/05/2014	MB/SCAN-HP/0114006/2014	DGB	826 000	01
	0114007	Extincteurs	01	207	A304	1114	29/05/2014	MB/EXTINCT/0114007/2014	DGMP	944 000	01
	0115001	Réfrigérateur petit format Océan	01	202	D101	1114	03/08/2015	MAT-BUR /REFR PF/011500	CARFIP	295 000	01
	xxxxx	Total du compte 244100								39 057 230	
244200		Matériel informatique									
	0111011	Micro ordinateur HP PRO 3120	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/ORD-B/0111011/2012/DF	BCO	775 000	01
	0111012	Micro ordinateur HP PRO 3120	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/ODR-B/0111012/2012/DF	BSPM	775 000	01
	0112001	Imprimante HP laser P2055 D	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/IMP/0112001/2012/DFM	BCO	325 000	01
	0112002	Imprimante HP Laser P2055 D	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/IMP/0112002/2012/DFM	BSPM	325 000	01
	0112003	Onduleur Infosec 700VA	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/OND/0112003/2012/DFM	BCO	185 000	01
	0112004	Onduleur Infosec 700VA	01	201	D101	1113	14/12/2011	MI/OND/0112004/2012/DFM	BSPM	185 000	01
	0112005	Ordinateur Portable Toshiba	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-POR/0112005/2012	CARFIP	525 000	01
	0112006	Ordinateur portable Toshiba	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-POR/0112006/2012	CARFIP	525 000	01
	0112008	Ordinateur Portable Toshiba	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-POR/0112008/2012	CARFIP	525 000	01
	0112009	Imprimante Canon Laserjet	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/IMP/0112009/2012	CARFIP	275 000	01
	0112010	Ordinateur de bureau Dell	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD- BUR/0112010/2012	CARFIP	550 000	01
	0112011	Scanners HP 48 bits	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/SCAN/0112011/2012	CARFIP	90 000	01
	0112012	Sacner HP 48 bits	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/SCAN/0112012/2012	CARFIP	90 000	01
	0112013	Scanner HP 48 bits	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/SCAN/0112013/2012	CARFIP	90 000	01
	0112014	Imprimante HP 1525n	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/IMP1525n/0112014/2012	CARFIP	325 000	01
	0112015	Imprimante HP 1525n	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/IMP1525n/0112015/2012	CARFIP	325 000	01
	0112016	Onduleur 700VA	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/OND/0112016/2012	CARFIP	82 600	01

Inventaire au 31/12/2015

Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Posté	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
	0112032	Ordinateur Portable	01	209	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-P/0112032/2012	CADD-MEF	525 000	01
	0112033	Ordinateur Portable	01	209	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-P/0112033/2012	CADD-MEF	525 000	01
	0112034	Scanner HPcouleur laser 48 bit réso	01	209	D101	1113	15/03/2012	MI/SCAN/0112034/2012	CADD-MEF	90 000	01
	0112035	Imprimante HP couleur laser jet	01	209	D101	1113	15/03/2012	MI/IMP/0112035/2012	CADD-MEF	325 000	01
	0112036	Ordinateur portable C660	01	201	D101	1113	15/06/2012	MI/ORD-PORT/0112036/2012	BSGF	519 750	01
	0112037	Ordinateur portable C660	01	201	D101	1113	15/06/2012	MI/ORD-PORT/0112037/2012	BSPM	519 750	01
	0112038	Ordinateurs portables C660	01	202	D101	1113	15/06/2012	MI/ORD-PORT/0112038/2012	CARFIP	2 079 000	01
	0112039	Imprimante Couleur HP CP1025	01	201	D101	1113	15/06/2012	MI/IMP-CP1025/0112039/2012	BSPM	199 500	01
	0112040	Imprimantes couleur CP1025	01	202	D101	1113	15/06/2012	MI/IMP-CP1025/0112040/2012	CARFIP	399 000	01
	0112041	Imprimante à gros tirage	01	203	A101	1113	08/06/2012	MI/IMP-GD/0112041/2012	DGI	6 106 500	01
	0112042	Photocopieuse à Gros Tirage	01	203	A101	1113	08/06/2012	MI/PHOTOCOP-GT/0112042/2012	DGI	10 856 000	01
	0112043	Ordinateur Portable	01	204	A201	1110	13/07/2012	MI/ORD-POR/0112043/2012	DGB	3 402 000	01
	0112044	Vidéoprojecteurs	01	204	A201	1113	13/07/2012	MI/VID-PROJ/0112044/2012	DGB	1 239 000	01
	0112045	Ecran vidéoprojecteurs	01	204	A201	1113	13/07/2012	MI/ECRAN-VP/0112045/2012	DGB	637 200	01
	0112046	Vidéoprojecteurs (DGI)	01	203	A101	1113	13/06/2012	MI/VIDEO-PROJ/0112046/2012	DGI	22 455 000	01
	0112047	Micro-ordinateur de bureau	01	201	D101	1113	28/11/2012	MI/ord-bur/0112047/2012	BDFM	519 750	01
	0112048	Micro-ordinateur de bureau	01	201	D101	1113	28/11/2012	MI/ord-bur/0112048/2012	BDFM	519 750	01
	0112049	Ordinateur portable toshiba C660	01	801	C201	1113	20/11/2012	MI/Ord - Port/0112049/2012	CNSC	567 000	01
	0112050	Ordinateur Portable Toshiba C660	01	801	C201	1113	20/11/2012	MI/Ord - Port/0112050/2012	CNSC	567 000	01
	0112051	Imprimante Canon PCD 4450	01	801	C201	1113	20/11/2012	MI/IMP-PCD4450/0112051/2012	CNSC	367 500	01
	0112067	Micro-ordinateur Portable	01	601	B106	1113	13/02/2013	MI/ORD-PORT/0112067/2013	CADD/S	2 646 000	01
	0112068	IPAD 432 GO WIFI 3G	01	601	B106	1113	13/02/2013	MI/IPAD WIFI 3G/0112068/2013	CADD/S	6 142 500	01
	0112069	Imprimante HP Color LaserJet	01	601	B106	1113	13/02/2013	MI/IMPR-HP//0112069/2013	CADD/S	892 500	01
	0112070	Ordinateur HP	01	203	A101	1113	13/02/2013	MI/ORD-HP/0112070/2013	DGI	27 720 000	01
	0112071	Onduleur Mercury 1000 VA	01	203	A101	1113	13/02/2013	MI/OND-MERCURY/0112071/2013	DGI	3 658 000	01
	0112072	IPAD avec Pochette et Clavier	01	201	D101	1113	13/02/2013	MI/IPAD-POCH-CLAV/0112072/2013	BDFM	656 250	01
	0112073	Mini imprimante Portable	01	201	D101	1113	13/02/2013	MI/MIN-IMPR-PORT/0112073/2013	BDFM	105 000	01
	0112074	Ordinateur de Bureau	01	501	B106	1113	13/02/2013	MI/ORD-BUR/0112074/2013	CADD/E	13 923 000	01

Inventaire au 31/12/2015

Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° Identification	Emplacement	Valeur origine	Site
	0112075	Onduleur 1000 VA	01	501	B106	1113	13/02/2013	MI/OND-1000 VA/0112075/2	CADD/E	3 248 700	01
	0112076	Imprimante	01	501	B106	1113	13/02/2013	MI/IMPR/0112076/2012	CADD/E	6 497 400	01
	0112077	Ordinateur Portable avec Sac&Souris	01	501	B106	1113	13/02/2013	MI/ORD-PORT/0112077/201	CADD/E	1 433 250	01
	0112078	Vidéo Projecteur avec Sac	01	501	B106	1113	13/02/2013	MI/VID-PROJECT/0112078/2	CADD/E	1 638 000	01
	0112079	Ordinateur de Bureau HP (64)	01	203	A101	1113	13/02/2013	MI/ORD-BUR-HP/0112079	DGI	21 160 500	01
	0112080	Ordinateur portable Toshiba	01	202	D101	1113	15/03/2012	MI/ORD-POR/0112080/2012	CARFIP	525 000	01
	0113001	P/C Acquisition matériel info Tréso	01	205	A405	1113	24/04/2013			29 610 000	01
	0113007	Ordinateur de Bureau	01	801	C201	1113	11/02/2013	MI/ORD-B/0113007/2013	CNSC	3 087 000	01
	0113008	Ordinateurs Portables	01	801	C201	1113	11/02/2013	MI/ORD-P/0113008/13	CNSC	1 207 500	01
	0113009	ONDULEURS	01	801	C201	1113	11/02/2013	MI/ONDE/0113009/13	CNSC	441 000	01
	0113010	Imprimantes HP Laser jet	01	801	C201	1113	11/02/2013	MI/Imp:0113010/2013	CNSC	1 732 500	01
	0113011	Ordinateurs de Bureau	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/ORD/0113011/2013	DGMP	28 350 000	01
	0113012	Micro Ordinateur Portable	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/ORDP/0113012/2013	DGMP	10 631 250	01
	0113013	Imprimante Laser N/B Réseau	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/IMP LASER/0113013/201	DGMP	1 063 125	01
	0113014	Onduleurs 1000 VA	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/ODUL/0113014/2013	DGMP	5 460 000	01
	0113015	Onduleur 1500 VA	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/ONDUL/0113015/2013	DGMP	1 039 500	01
	0113016	Scanner A4	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/SCAN/0113016/2013	DGMP	525 000	01
	0113017	Scanner Professionnel	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/SCAN PROF/0113017/20	DGMP	14 175 000	01
	0113018	Serveur rack et accessoires	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/SERV:RACK/0113018/20	DGMP	39 375 000	01
	0113019	Imprimante en couleur	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/IIMP:COLOR/0113019/20	DGMP	1 275 750	01
	0113020	Logiciel dernière version 6,5IXPREX	01	207	A304	1113	16/05/2013	MI/LOGI/6,5IXPREX/011302	DGMP	1 993 800	01
	0113021	Ordinateurs de Bureau HP Elite 7200	01	401	A109	1113	21/05/2013	MI/ORD/0113021	DNCT	3 969 000	01
	0113022	Ordinateur Portable TOSHIBA	01	401	A109	1113	21/05/2013	MI/ORD-P/0113022/2013	DNCT	4 120 200	01
	0113023	Serveur HP Proliant ML350 G6	01	401	A109	1113	21/05/2013	MI/SERV/0113023/2013	DNCT	4 830 000	01
	0113024	Imprimante Laser Réseau P2035	01	401	A109	1113	21/05/2013	MI/IMP-LASER/0113024/201	DNCT	2 428 650	01
	0113025	Onduleur 1000 VA	01	401	A109	1113	21/05/2013	MI/OND/0113025/2013	DNCT	1 988 910	01
	0113026	IPAD avec pochette	01	202	D101	1113	12/08/2013	MI/IPAD-Poch/0113026/2013	CARFIP	5 670 000	01
	0113027	Imprimante HP Laser jet couleur	01	801	C201	1113	11/02/2013	MI/IMP-0113027/2013	CNSC	698 250	01

Inventaire au 31/12/2015

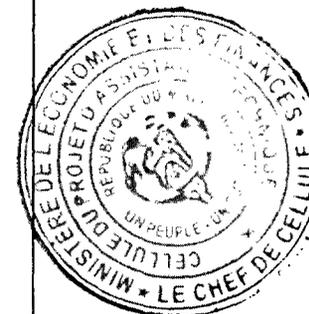
Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
	0113028	Serveur	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/SERV/0113028/2013	DNDC	37 800 000	01
	0113029	Ordinateur bureau	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/ORD-B/0113029/2013	DNDC	7 203 000	01
	0113030	Ordinateur portable	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/ORD-P/0113030/2013	DNDC	1 102 500	01
	0113031	Router WIFI	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/ROUT-WIFI/0113031/2013	DNDC	945 000	01
	0113032	Scanner	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/SCAN/0113032/2013	DNDC	4 130 000	01
	0113033	Imprimante	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/IMPRIM/0113033/2013	DNDC	2 655 000	01
	0113034	Vidéo projecteur	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/VIDEO-PROJECT/0113034/2013	DNDC	619 500	01
	0113035	Onduleur	01	301	A109	1113	24/12/2013	MI/OND/0113035/2013	DNDC	1 249 500	01
	0113036	Serveur HP	01	701	C105	1310	07/12/2013	MI/SERV/0113036/2013	SCCS	6 962 000	01
	0113037	Windows serveur 2008 Entreprise	01	701	C105	1310	07/11/2013	MI/WIND-SERV/0113037/2013	SCCS	1 091 500	01
	0113038	Windows serveur 2008 CAL	01	701	C105	1310	07/12/2013	MI/WIND-SERV/0113038/2013	SCCS	4 283 400	01
	0113039	Onduleur APC	01	701	C105	1310	07/12/2013	MI/OND/0113039/2013	SCCS	7 375 000	01
	0114001	Ordinateurs bureau	01	205	A405	1113	03/06/2014	MI/ORD-BUR/0114001/2014	DNTCP	34 234 880	01
	0114002	Imprimantes (min 33 ppm)	01	205	A405	1113	03/06/2014	MI/IMPRIM/0114002/2014	DNTCP	21 000 000	01
	0114003	Onduleurs 1000 VA	01	205	A405	1113	03/06/2014	MI/OND 1000VA/0114003/2014	DNTCP	11 760 000	01
	0114004	Imprimantes (min 50 ppm)	01	203	A101	1113	03/06/2014	MI/IMPRIM/0114004/2014	DGI	45 570 000	01
	0114005	Imprimantes (min 50 ppm)	01	203	A101	1113	03/06/2014	MI/IMPRIM/0114005/2014	DGI	45 570 000	01
	0114006	Onduleurs 1000 VA	01	203	A101	1113	03/06/2014	MI/OND 1000VA/0114006/2014	DGI	13 524 000	01
	0114007	Ordinateur bureau	01	202	D101	1113	03/06/2014	MI/ORD-BUR/0114007/2014	CARFIP	630 000	01
	0114008	Ordinateurs portables	01	202	D101	1113	03/06/2014	MI/ORD-PORT/0114008/2014	CARFIP	315 000	01
	0114010	Ordinateurs bureau	01	207	A304	1113	03/06/2014	MI/ORD-BUR/0114010/2014	DGMP	10 500 000	01
	0114011	Imprimantes (min 20 ppm)	01	207	A304	1113	03/06/2014	MI/IMPRIM/0114011/2014	DGMP	840 000	01
	0114012	Onduleurs 650 VA	01	207	A304	1113	03/06/2014	MI/OND 650VA/0114012/2014	DGMP	2 100 000	01
	0114013	Onduleur 5000 VA	01	207	A304	1113	03/06/2014	MI/OND 5000VA/0114013/2014	DGMP	1 312 500	01
	0114015	Imprimantes couleur	01	204	A201	1113	03/06/2014	MI/IMPRIM-COUL/0114015/2014	DGB	735 000	01
	0114016	Onduleur 1500 VA	01	204	A201	1113	03/06/2014	MI/OND 1500VA/0114016/2014	DGB	840 000	01
	0114017	Ordinateurs portables	01	204	A201	1113	03/06/2014	MI/ORD-PORT/0114017/2014	DGB	1 260 000	01
	0114018	Ordinateurs portables	01	209	D101	1113	03/06/2014	MI/ORD-PORT/0114018/2014	CADD-MEF	1 575 000	01

Inventaire au 31/12/2015

Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
	0114019	Vidéo-projecteur EPSON	01	202	D101	1113	29/05/2014	MI/VIDEO-PROJECT/011140	CARFIP	413 000	01
	0115001	Ordinateur bureau HP Desk+Monitor	01	501	B106	1113	13/08/2015	MI/ORD-BUR-HP/0115001/2	CADD/E	14 238 000	01
	0115002	Onduleur 1000 VA Mercury	01	501	B106	1113	13/08/2015	MI/OND-1000VA/0115002/20	CADD/E	5 355 000	01
	0115003	Imprimantes HP Laser PR 400	01	501	B106	1113	13/08/2015	MI/IMPR-HP-LAS/0115003/2	CADD/E	4 252 500	01
	0116001	Rallonges Injelec 4 et 6 trous	01	501	B106	1113	13/08/2015	MI/RAL-INJEL/0116001/2015	CADD/E	393 750	01
	xxxxx	Total du compte 244200								604 143 865	
244400		Mobilier de bureau									
	0112001	Bureau demi ministre avec retour	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/BUR 1/2 MI/0112001/2	BSGF	312 700	01
	0112002	Bureau demi ministre avec retour	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/BUR 1/2 MI/0112002/2	BSPM	312 700	01
	0112003	Bureau demi ministre avec retour	01	202	D101	1114	13/03/2012	MOB/BUR 1/2 MI/0112003/2	BSSE	312 700	01
	0112004	Fauteuil demi ministre	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT 1/2 MI/0112004/2	BSGF	106 200	01
	0112005	Fauteuil demi ministre	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT 1/2 MI/0112005/2	BSPM	106 200	01
	0112006	Fauteuil demi ministre	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT 1/2 MI/0112006/2	BSSE	106 200	01
	0112007	Fauteuil de bureau simple	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIMP/011207/20	BSGF	82 600	01
	0112008	Fauteuil de bureau simple	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIMP/0112008/2	BSGF	82 600	01
	0112009	Fauteuil de bureau simple	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIM/0112009/20	BSPM	82 600	01
	0112010	Fauteuil de bureau simple	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIM/0112010/20	BSPM	82 600	01
	0112012	Fauteuil de bureau simple	01	202	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIM/0112012/20	BSSE	82 600	01
	0112013	Meuble de rangement vitré	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/MEUBLE RE VIT/01120	BSGF	147 500	01
	0112014	Meuble de rangement vitré	01	201	D101	1114	13/03/2012	MOB/MEUBLE RE VIT/01120	BSPM	147 500	01
	0112015	Meuble de rangement vitré	01	202	D101	1114	13/03/2012	MOB/MEUBLE RE VIT/01120	BSSE	147 500	01
	0112016	Fauteuil de bureau simple	01	202	D101	1114	13/03/2012	MOB/FAUT SIM/0112016/20	BSSE	82 600	01
	0112017	Armoire 2 portes vitrées (locales)	01	202	D101	1114	07/09/2012	MOB/ARM-2P/0112017/2012	BSPM	1 180 000	01
	0112018	Salon complet en synthétique	01	202	D101	1114	07/09/2012	MOB/SALON/0112018/2012	BSGF	354 000	01
	0112019	Salon complet synthétique	01	202	D101	1114	07/09/2012	MOB/SALON/0112019/2012	BSPM	354 000	01
	0112020	Fauteuil 1/2 Ministre	01	301	A109	1114	13/02/2013	MB/FAUT-1/2 MIN/0112020/2	DNDC	1 770 000	01
	0112021	Bureau 1/2 Ministre	01	301	A109	1114	13/02/2013	MB/BUR-1/2-MIN/0112021/2	DNDC	6 490 000	01
	0112022	Armoire Métallique	01	301	A109	1114	13/02/2013	MB/ARM-METAL/0112022/2	DNDC	2 360 000	01

Inventaire au 31/12/2015

Compte	Immo.	Libellé	Fin.	Géo.	Analyt.	Poste	Date	N° identification	Emplacement	Valeur origine	Site
245100	0112023	Chaise Visiteur	01	301	A109	1114	13/02/2013	MB/CHAIS-VISIT/0112023/2	DNDC	826 000	01
	0112024	Back Classeur	01	301	A109	1114	13/02/2013	MB/BACK-CLASS/0112024/2	DNDC	3 964 800	01
	xxxxxx	Total du compte 244400								19 493 600	
		Matériel automobile									
	0112001	Véhicule KIA RIO/DFM	01	201	D101	1110	16/05/2012	MAT/VEH.KIA/00112001/201	BSGF	14 129 185	01
	0112002	Véhicule léger Suzuki SX4	01	209	D101	1110	04/06/2012	MT/VEH-LEG/0112002/2012	CADD-MEF	13 500 000	01
	0112003	SUZUKI Grand Vitara	01	202	D101	1110	13/02/2013	MT/SUZUKI-VITARA/0112003	CARFIP	21 500 000	01
	0112004	TOYOTA LAND CRUISER PRADO	01	501	B106	1110	13/02/2013	MT/TOYO-LAND-CRUI/0112004	CADD/E	41 000 000	01
	0113002	Véhicule 4X4 Station Wagon	01	701	C109	1110	29/08/2013	MAT/VEH-STAT-WAG/0113002	SCCS	21 520 000	01
	0115001	Pick UP Double Cabine	01	202	D101	1110	02/08/2015	PICK-UP-DOUB-CAB/0115001	CARFIP	29 500 000	01
xxxxxx	Total du compte 245100									141 149 185	
		Total général								1 235 865 540	



PAT - PROJET ASSISTANCE TECHNIQUE GOUV & DECEN. BUGEAIR - MALI

ECRITURES D' UN COMPTE EN XOF

Compte général : 104100 - IDA DRF Mobilisées (XOF)

Site : 01 Siège PAT

Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

Page 1/1

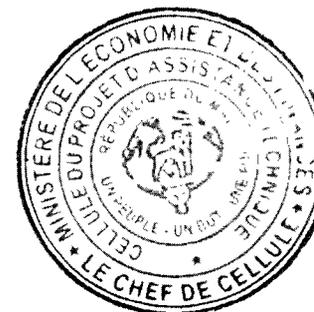
Date compta	N° ord	N° journ	N° pièce	N° lettr	Site	Contrep.	Libellé	Débit	Crédit	CodDev
							A nouveau		1 990 102 819	XOF
08/01/2015	010002	CS02	00001		01	521200-	Réception DRF N°28 - IDA		48 366 999	
02/02/2015	010002	CS02	00019		01	521200-	Réception DRF N°29 - IDA		294 985 268	
17/02/2015	010009	CS02	00021		01	521200-	Réception DRF N°30 - IDA		108 289 446	
23/03/2015	010002	CS02	00048		01	521200-	Réception DRF N°31 - IDA		91 603 555	
28/04/2015	010002	CS02	00055		01	521200-	Réception DRF N°32 - IDA		23 908 502	
08/06/2015	010003	CS02	00103		01	521200-	Réception DRF N°33 - IDA		38 346 250	
08/06/2015	010004	CS02	00104		01	521200-	Réception DRF N°34 - IDA		87 860 640	
22/07/2015	010002	CS02	00129		01	521200-	Réception DRF N°35 - IDA		27 468 638	
17/08/2015	010012	CS02	00170		01	521200-	Réception DRF N°36 - IDA		65 344 705	
29/09/2015	010002	CS02	00191		01	521200-	Réception DRF N°37 - IDA		61 631 734	
22/10/2015	010002	CS02	00208		01	521200-	Réception DRF N°38 - IDA		99 023 989	
07/12/2015	010003	CS02	00238		01	521200-	Réception DRF N°39 - IDA		14 384 382	
29/12/2015	010002	CS02	00284		01	521200-	Réception DRF N°40 - IDA		28 813 074	
Totaux									2 980 130 001	XOF
Solde au 31/12/2015									2 980 130 001	XOF



ETAT DE RAPPROCHEMENT FONDS RECUS PAR LE PROJET AVEC LES FONDS DECAISSES PAR LA BANQUE

DRF	REF	Fonds reçus par le projet	Fonds décaissés Banque Mondiale(BM)	ECART
DRF N°28		48 366 999	48 366 999	-
DRF N°29		294 985 268	294 985 268	-
DRF N°30		108 289 446	108 289 446	-
DRF N°31		91 603 555	91 603 555	-
DRF N°32		23 908 502	23 908 502	-
DRF N°33		38 346 250	38 346 250	-
DRF N°34		87 860 640	87 860 640	-
DRF N°35		27 468 638	27 468 638	-
DRF N°36		65 344 705	65 344 705	-
DRF N°37		61 631 734	61 631 734	-
DRF N°38		99 023 989	99 023 989	-
DRF N°39		14 384 382	14 384 382	-
DRF N°40		28 813 074	28 813 074	-
TOTAL		990 027 182	990 027 182	-

Source : Comptabilité projet et World Bank Client Connection



ANNEXE III. LETTRE D’AFFIRMATION



Bamako, le 31/05/2016

Le Chef de la Cellule PAT

A

**Monsieur l'Associé Gérant
du Cabinet SEC DIARRA**

0 0 8 6

Objet : lettre d'affirmation

Monsieur l'Associé Gérant,

A l'occasion de votre mission pour **l'audit des comptes du Projet d'Assistance Technique pour la gouvernance et la décentralisation budgétaire (PAT)** au titre de l'exercice 2015, vous nous avez demandé conformément aux recommandations de votre profession, si nous avons connaissance de faits qui ne seraient pas traduits dans les comptes et qui, pourraient en modifier de manière significative l'interprétation. A cet effet, nous vous confirmons les informations suivantes :

1. En tant que responsable de l'arrêté des comptes, nous considérons que les comptes et informations complémentaires soumis à votre examen sont corrects, complets, sincères et reflètent des faits réels conformes aux buts du Projet et aux documents de base (document de Projet, conventions et avenant, etc.) et sont conformes à la législation nationale au Mali ;
2. Tous les livres, pièces justificatives, documents, procès verbaux et informations pertinentes nécessaires à l'audit ont été mis à votre disposition. Nous vous confirmons que nous avons porté à votre connaissance l'intégralité des informations en notre possession concernant le patrimoine et les biens du Projet ainsi que toutes les autres informations concernant les financements reçus au cours de la période de référence.
3. Nous n'avons connaissance :
 - d'aucune violation ou infraction aux lois, décrets, règlements, accord de financement et document technique du Projet, d'aucun avertissement, notification ou mise en demeure d'organismes officiels dont l'incidence pour la Direction du Projet serait telle que ces faits devraient être mentionnés dans une note complémentaire aux états qui vous ont été soumis.

- D'aucune irrégularité ou malversation commise au sein du Projet et pouvant remettre en cause de manière importante l'efficacité du système de contrôle interne ou avoir une incidence significative sur les comptes ou leur présentation.
4. A notre connaissance, aucune affaire contentieuse ou litigieuse avec notre structure n'est en cours.
 5. Nous marquons notre entière disponibilité à vous donner toutes les informations et explications orales ou écrites qui pourraient être demandées dans le cadre de votre mandat.
 6. En conclusion, nous déclarons qu'à notre connaissance, la situation des emplois ressources et du bilan du Projet à la date du 31 décembre 2015 :
 - contient toutes les transactions de la période relative à la date de démarrage jusqu'au 31 décembre 2015 ;
 - sont complets et exacts à tous les égards.

Veillez agréer, Monsieur l'Associé – Gérant, nos salutations les meilleures.

